



**HAL**  
open science

# Ankara et Istanbul dans un territoire national réinventé

Cathy Chatel

► **To cite this version:**

Cathy Chatel. Ankara et Istanbul dans un territoire national réinventé. Grande Europe, 2009. hal-02160453

**HAL Id: hal-02160453**

**<https://hal.science/hal-02160453>**

Submitted on 19 Jun 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Ankara et Istanbul dans un territoire national réinventé

Cathy Chatel'

La Turquie possède *de facto* deux capitales. Istanbul est l'une des plus anciennes capitales de la planète et, avec 10,8 millions d'habitants en 2008, elle est redevenue la ville la plus peuplée de l'ouest de l'Ancien monde. Ankara, n'était qu'une bourgade au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, mais, étant accessible par la 110<sup>e</sup> ferrée et située au cœur de l'Anatolie, c'est à elle que l'on confère depuis 1924 le statut de capitale politique.

Fa110risée par la politique d'investissement, la planification urbaine et industrielle de l'État, Ankara a connu une croissance explosive qui la place aujourd'hui au deuxième rang des villes du pays, avec 3,3 millions d'habitants, mais très loin derrière Istanbul.

Le choix d'Ankara est lié à la naissance de l'État turc, en 1923, après la signature du traité de Lausanne. La constitution en État est alors le seul moyen de garantir un territoire au peuple turc. Mustafa Kemal organise la résistance au démembrement complet de l'empire ottoman à partir de l'Anatolie encore indépendante en 1920.11 développe un nationalisme puissant en vue de souder un peuple dont l'identité est difficile à cerner<sup>2</sup>.

La constitution d'un État-nation implique une coïncidence aussi parfaite que possible d'un peuple avec un sol. Dès lors, la légitimation du peuple turc passe par la création d'un État autoritaire et d'une légalité qui, pour assurer son monopole, cherche à éradiquer toute autre forme d'organisation concurrente: l'ethnie, la religion, l'histoire, la langue.

Or, les déséquilibres territoriaux, dont la coexistence de deux capitales est la meilleure illustration, démontrent les contradictions entre le modèle d'État et sa territorialisation. L'État-nation replié sur son centre doit désormais passer par ses confins pour se positionner sur l'échiquier des États du monde.

### Légitimité des Turcs et légalité de l'État

La situation historiquement privilégiée de la péninsule, à la confluence de continents très différents et complémentaires, a fait converger certaines ambitions dans le contexte géopolitique qui a suivi la Première Guerre Mondiale. Les Turcs sont des « rescapés »<sup>3</sup> qui ont joué plusieurs cartes pour construire leur identité et se tailler un territoire.

### L'origine de l'État turc

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'Empire ottoman a subi de lourdes pertes dans les Balkans et est soumis à une « semi-colonisation » occidentale sur le pourtour méditerranéen, y compris dans l'actuelle Turquie. Les Alliés veulent se prémunir contre la menace bolchevique et la péninsule constitue une avancée stratégique.

Mustafa Kemal ne peut organiser la résistance turque qu'à partir d'un noyau situé entre les fronts soviétique et occidentaux: l'Anatolie et Ankara sont désignées comme le bastion d'un pou110ir autoproclamé.

Le « pacte national » conclu en janvier 1920 est un pacte territorial. Mustafa Kemal met au point un projet réaliste<sup>4</sup>: il reconnaît la contraction territoriale de l'Empire et refuse de reprendre à son compte l'idée d'une grande Turquie. Il ne s'agit pas de s'étendre mais de rassembler dans un État territorialement cohérent. La péninsule est gage de « bonnes frontières »<sup>5</sup>, légitimes car naturelles.

Mais les Turcs n'ont pas plus de droits sur ce sol que les autres peuples de l'Empire ottoman. Le refus de la domination occidentale acceptée par le sultan et la défaite des Grecs à Sakarya en 1921 font de la résistance turque centrée à Ankara la seule alternative légitime. Lorsque la charge de sultan est supprimée en 1922 et le califat aboli en 1924, les minorités restées fidèles à l'Empire et demeurées dans ce territoire relique sont englobées dans un État-nation qui leur est étranger alors que s'enclenche un processus d'homogénéisation sous la férule de l'État turc.

### Le modèle jacobin appliqué à la lettre

L'État réformiste de Mustafa Kemal est en totale opposition avec l'Empire, tant dans sa constitution que dans sa configuration. Pour établir un ordre nouveau, il est logique de fonder une nouvelle capitale. Mais l'Anatolie n'est ni la matrice territoriale du peuple turc, ni le cœur névralgique du territoire forgé au début des années 1920.

Tout ce qui constitue l'identité turque doit être réapproprié, réinventé pour être conforme à l'État, en se démarquant de toute influence islamique et orientale, donc ottomane. La turcologie<sup>6</sup> fait appel à une histoire préislamique turque en Anatolie en remontant aux Hittites, aux Sumériens... La langue ottomane, turque à la base, mais mêlée d'arabe et de persan, est épurée. On distingue turcité et Islam: la religion ne peut être la référence légitimante du peuple turc. C'est bien l'État, par le biais de la loi, qui fonde la nation turque comme matrice. D'où le sens particulier que revêt la laïcité en Turquie: la religion n'est pas séparée de l'État mais placée sous sa tutelle.

La Turquie se redéploie à partir du « radeau anatolien », selon l'expression de Stéphane Yerasimos(7) et, malgré ses 8 000 kilomètres de côtes, se continentalise<sup>8</sup>. Le choix d'Ankara comme capitale illustre cette translation du pou110ir. Istanbul est « trop excentrée, trop cosmopolite, trop compromise »<sup>9</sup>.

La ville d'Istanbul symbolise des civilisations très éloignées des Turcs qui ont prospéré sur les continents bordant la Méditerranée à partir de ce point d'ancrage. Elle a cumulé les fonctions et les pou110irs dans des empires multinationaux intégrateurs. Successivement appelée Byzance, puis Constantinople (à partir de 330), la ville est investie d'autres valeurs et intérêts que ceux de l'État constitué qui doit faire oublier ce passé glorieux. Istanbul, dont le nom est officialisé lorsqu'elle est déchue de son titre de capitale en 1923, représente dans cet État un corps étranger et subversif qui l'oppose à Ankara, au cœur d'une histoire turque récente en quête de fondements. Sa situation marginale en Turquie confirme une nécessaire mise à distance historique et symbolique.

Le modèle français s'applique bien à la péninsule : la centralité de la capitale est manifeste, si ce n'est que le poids exceptionnel d'Istanbul cadre mal avec l'image de préfecture qu'on a voulu lui accoler. Jusq'en 1950, Istanbul est la « mal aimée »<sup>1</sup> du pouvoir qui cherche à freiner sa croissance. Elle est dotée d'un régime spécial, celui de « ville d'intérêt national » qui permet notamment à l'État de diriger les politiques de planification urbaine. Conséquence logique, l'État est sévèrement critiqué : Ankara est vue comme une ville parasite, peuplée de fonctionnaires, puisant à pleines mains dans les richesses de l'État et particulièrement d'Istanbul.

Le développement d'Ankara n'a pas été pensé pour animer l'ensemble du territoire dont elle a la charge. Le déploiement des voies de communications, déjà rendu difficile par les reliefs, est resté limité essentiellement à l'Anatolie et à la région d'Istanbul. Les autres régions demeurent relativement isolées, animées par les villes préfectures, et peu d'entre elles sont reliées à Ankara.

#### Du recentrage anatolien au développement par les marges

Le projet de Mustafa Kemal, réaliste, a permis d'affirmer la place de la Turquie dans le monde. Cependant, la position stratégique de ce pays, sans cesse renouvelée entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'ex-Empire soviétique, remet perpétuellement en cause l'option d'un État centralisé replié sur l'Anatolie.

#### Le décentrage à l'Ouest

Depuis la fin de la guerre froide et avec la mondialisation, l'État turc voit sa position de « corridor » se renforcer. Pour autant, ce sont davantage les confins du territoire, et notamment le littoral, qui tirent profit de cette évolution, selon une logique inverse de celle du redéploiement des forces du pays à partir du centre.

Le détroit du Bosphore assume à nouveau sa fonction stratégique internationale. Les ports sont nombreux sur les deux rives, européenne et asiatique. Les échanges avec les pays riverains de la mer Noire se sont intensifiés depuis l'éclatement de l'Union soviétique. Par ailleurs, le pétrole de la mer Caspienne fait de la Turquie un passage obligé concurrent d'un acheminement par le territoire russe.

Les littoraux égéen et méditerranéen retrouvent leur attractivité passée. Le tourisme international a permis de développer certaines villes comme Antalya, située sur la Méditerranée, relayé par un tourisme national : les côtes de la Méditerranée et du nord de la mer Egée se couvrent de résidences secondaires. Le tourisme d'affaires connaît également une expansion rapide. Istanbul, Izmir, Antalya sont des villes de congrès, ce qui relance l'activité culturelle. Les principales zones franches s'y sont implantées - dès 1987 à Mersin et Antalya, puis à Izmir, Istanbul, Bursa, Gazimur et, sur la mer Noire, à Trabzon. Les relais de l'économie mondialisée ont donc privilégié les façades Ouest et Sud.

#### Vers un modèle extraverti

La Turquie se situe au 7<sup>e</sup> rang mondial pour son endettement. Sous l'égide des institutions internationales, l'État se voit contraint de privatiser les entreprises publiques, d'encourager l'ouverture touristique et se trouve ainsi forcé d'adhérer à des logiques contraires à celles du tout-État.

Les limites du modèle d'État kémaliste sont apparues récemment. La victoire du Parti de la justice et du développement (AKP) aux élections législatives de 2002 témoigne d'une certaine désaffection de la société à l'égard des valeurs de la république : ce parti islamique a pu émerger uniquement parce que le nationalisme a changé de place sur l'échiquier politique. Il est désormais l'apanage des partis extrêmes, tandis que l'Islam politique, tout aussi légitime que les valeurs de la république dans l'identité turque, apparaît comme une voie médiane.

Cette situation conforte encore les disparités entre les deux métropoles, le développement d'Ankara ayant été largement le fait de subventions publiques, les investissements privés privilégiant Istanbul. En 2000, Istanbul abrite 15 % de la population nationale, contre 6 % pour le département d'Ankara. Istanbul est également le moteur économique de la Turquie : elle représente près de 21,3 % du PIB national en 2001, contre 7,6 % pour Ankara. Istanbul concentre 38 % de la production industrielle totale, plus de 50 % des services, et génère 40 % des recettes fiscales (1)<sup>1</sup>. Elle produit la moitié des exportations totales de la Turquie. Le poids relatif des villes dans le pays est assez stable et l'écart initial entre Istanbul et Ankara n'a pu être réduit sous l'impulsion de l'État.

Istanbul s'affirme comme une ville-monde. Contrairement à Ankara qui, pour assurer sa position dans la hiérarchie des villes, a fait le vide autour d'elle plus qu'elle n'a dynamisé son territoire, Istanbul attire un hinterland international et est le moteur de toute une région. Elle profite de la déconcentration des activités portuaires et industrielles et accueille des flux de migrants turcs venant, selon les époques, des régions pontiques, kurdes, mais aussi des migrants méditerranéens. Sa situation, son patrimoine, son histoire prestigieuse et son site en font une mégapole mondiale, une ville d'affaires, un hub en Eurasie, ce qui se traduit par exemple par la volonté de développer un commerce de luxe comme à Dubaï. Istanbul constitue « le microcosme » de la Turquie, mélangeant les populations, concentrant toutes les formes de richesse et de pauvreté. Nombre d'associations et de médias dédiés aux minorités kurdes et arméniennes ont été créés à Istanbul. La politique centralisatrice et unificatrice excessive a favorisé cette ville qui a reproduit son cosmopolitisme dans un contexte turc plus étroit.

Istanbul représente de plus en plus l'exemple même de l'extraversion du modèle turc. Tandis qu'Ankara apparaît comme une puissance homogénéisante, la capacité d'absorption et d'intégration d'Istanbul la privilégie à l'heure de la mondialisation. L'arrimage du pays à l'Europe et au monde passe de plus en plus par Istanbul et par le littoral. Désormais, légitimer la place de la Turquie dans le monde nécessite moins la reconnaissance d'un État-nation que l'affirmation de sa méditerranéité. Or, se réapproprier la « mer Blanche »<sup>12</sup> pour la Turquie équivaut à assumer son passé non turc.

La Turquie constitue la meilleure passerelle entre l'Europe, la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Asie. Or, apparaît un risque de décrochement, largement dû à cette phase de repli, entre une Turquie continentale qu'Ankara n'a pas su structurer et dynamiser et une Turquie méditerranéenne éloignée des fondements turcs.

#### Notes

(1) Ankara était spécialisée dans l'élevage de chèvres (Angora) fournissant la laine mohair. François Georgeon, « Du poil de chèvre au *kapak*, l'évolution d'Ankara au dernier siècle de l'Empire ottoman » in Paul Dumont et François Georgeon (sous la dir.), *Villes ottomanes à la fin de l'Empire*, L'Harmattan, Paris, 1992, pp. 115-153.

(2) Stéphane de Tapia, « La Turquie entre quatre mondes », *Cafés géographiques*, 19 février 2007, [http://www.cafe-geo.net/article.php?id\\_article=1074](http://www.cafe-geo.net/article.php?id_article=1074)

(3) Semih Vaner (sous la dir.), *La Turquie*, Fayard /CERI, 2005, 733p.

(4) Jean-François Pérouse, « La Turquie : une construction territoriale récente », *Mappemonde*, 2008, n° 2. <http://mappemonde.mgm.fr/num18/articles/art08204.html>

(5) Yves Lacoste, « La Méditerranée », *Hérodote*, n° 103, 2001, Géopolitique de la Méditerranée, pp. 3-39.

(6) François Georgeon, « À la recherche d'une identité : le nationalisme turc », in Allan Gokalp (sous la dir.), *La Turquie en transition : disparités, identités, pouvoirs*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1986, pp. 125-154.

(7) Stéphane Yerasimos, « L'obsession territoriale ou la douleur des membres fantômes », in Semih Vaner, *op. cit.*, pp. 39-60.

(8) Jean-François Pérouse, « "La mer Blanche" des Turcs, ou en quoi la Turquie est-elle aussi méditerranéenne », *Hérodote*, n° 90, Méditerranée, Nations et conflits, 1998, pp. 163-177.

(9) Jean-François Pérouse, *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, Éditions de la Martinière, Lonrai, 2004, 382 p.

(10) Jean-François Pérouse, *op. cit.*, 2004.

(11) « Examens territoriaux de l'OCDE : Istanbul, Turquie », *Synthèses de l'OCDE*, mai 2008, <http://www.oecd.org/dataoecd/3/12/40818613.pdf>.

(12) Les Turcs seldjoukides installés en Anatolie à partir du xi<sup>e</sup> siècle avaient désigné les mers par des couleurs correspondant aux points cardinaux : ils appelaient ainsi la Méditerranée « mer Blanche ».

• Chercheuse au laboratoire Sociétés en développement. Études transdisciplinaires (SEDET), Université Paris VII-Denis Diderot

Pour citer cet article : Cathy Chatel, « Ankara et Istanbul dans un territoire national réinventé », *Grande Europe* n° 7, avril 2009 - La Documentation française © DILA